
Serge Calabre

Directeur général
de l'Institut de recherche
pour le développement

Les propositions du sommet du Millénaire organisé en septembre 2000 sous l'égide des Nations unies trouvent un écho fort et naturel dans les activités scientifiques de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Le texte adopté par 189 pays a placé la pauvreté en tête des préoccupations mondiales. Dans le prolongement de ce sommet, la conférence de Monterrey de mars 2002 sur le financement du développement a débouché sur l'engagement de constituer un nouveau partenariat entre pays développés et pays en développement. La déclaration du Sommet mondial sur le développement durable et le plan de mise en œuvre de Johannesburg en 2002 ont répété cet engagement et ouvert des pistes d'action et le *Rapport mondial sur le développement humain 2003* du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a proposé un « pacte du Millénaire » pour le développement, explicitant des objectifs majeurs pour vaincre la pauvreté humaine dans les pays en développement.

Cette préoccupation renvoie clairement à la mission de l'IRD, décrite par ses textes fondateurs : l'Institut a pour mission de promouvoir et de réaliser tous travaux de recherche scientifique et technologique susceptibles de contribuer au progrès économique, social et culturel des pays en développement, en particulier par l'étude des milieux physiques, biologiques et humains de ces pays, et par des recherches tendant à donner à ces pays la maîtrise de leur développement. Il met en œuvre cette mission par des actions de recherche en coopération de longue durée, dans le cadre de protocoles et de conventions avec les États partenaires. Il appuie et complète son action par des activités de formation de chercheurs, de soutien et de promotion d'équipes de recherche du Sud, d'expertise, de valorisation et d'information scientifiques.

Pour répondre à sa mission, l'Institut regroupe un potentiel scientifique pluri-

disciplinaire d'environ 800 chercheurs titulaires, sur un total de 1 650 agents. Son dispositif scientifique, structuré en 97 unités (unités propres de recherche ou de service, unités mixtes de recherche) est organisé en cinq départements scientifiques : trois départements de recherche (milieux et environnement, ressources vivantes, sociétés et santé) et deux départements transversaux (soutien et formation, expertise et valorisation). Cette structure correspond à une pluridisciplinarité des thématiques, des programmes et des activités. La collaboration se fait aussi bien entre disciplines proches qu'au travers d'un spectre large rapprochant les sciences humaines et sociales des sciences de la matière ou des sciences médicales, par exemple. La pluridisciplinarité répond par ailleurs à une exigence d'excellence scientifique dans les différentes disciplines et dans la réalisation des différentes missions de l'Institut (recherche, formation, expertise).

La mise en œuvre de cette pluridisciplinarité répond aussi à un « métier » particulier porté par l'Institut et ses personnels, métier grâce auquel sont réalisées ses missions scientifiques pour et dans le Sud. Toute recherche dans un pays du Sud est conduite dans le cadre d'accords ou de conventions formalisés avec des partenaires locaux. À cet égard, l'Institut a acquis une longue et riche expérience de partenariat et de présence active, par l'expatriation, par différents types de mission, par son large réseau de représentants, par son organisation administrative, financière et scientifique, par la capitalisation d'un riche matériel scientifique accumulé sur plusieurs décennies. Cette expérience qui caractérisait déjà l'Orstom, renommé IRD à la suite de réformes organisationnelles en 1999, s'enrichit continuellement, offrant ainsi un outil remarquable, flexible et évolutif. Ce métier se retrouve d'ailleurs aussi dans l'organisme « cousin » qu'est le Cirad, avec des spécificités liées à son domaine d'activité (l'agronomie) et à son statut d'établissement public, indus-

triel et commercial (EPIC), l'IRD ayant le statut d'établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Mais on comprend que ce métier partagé constitue une forte incitation pour un rapprochement des deux organismes autour de plans communs d'action.

La gamme des compétences et des programmes de l'IRD, ainsi que son organisation, le placent au cœur des problématiques de lutte contre la pauvreté dans les régions et pays du Sud. Même si l'Institut ne couvre évidemment pas toutes les dimensions des politiques de développement, ses travaux abordent de nombreux défis essentiels de la lutte contre la pauvreté : des problèmes sanitaires aux enjeux des inégalités sociales, des retombées des risques naturels aux questions de conditions de vie, des progrès dans l'exploitation des ressources aux préoccupations de préservation de l'environnement, de l'attention accordée aux identités des groupes de population à l'étude des dynamiques démographiques...

La recherche agronomique pour le développement mise en œuvre à l'Institut s'inscrit dans cette démarche générale de pluridisciplinarité et répond à un objectif triple de valorisation des ressources, de sécurité alimentaire et de développement durable. Si cette recherche s'appuie sur l'état de l'art scientifique actuel, elle bénéficie aussi de racines fortes dans l'Institut où, en particulier, la préoccupation du développement durable relève d'une longue tradition, tant en ce qui concerne le champ des milieux naturels que celui des ressources vivantes. Certes, toutes les questions de développement ne se réduisent pas à une problématique de développement durable et les travaux scientifiques de l'Institut soulignent l'importance et la portée de multiples questionnements qui peuvent sous-tendre la lutte contre la pauvreté, la promotion du développement dans ses multiples dimensions, le progrès économique social et culturel des populations du Sud.

L'alimentation constitue un enjeu primordial du développement dans la plupart des régions du Sud. Elle soulève des problématiques sanitaires que l'IRD aborde dans ses travaux sur l'état sanitaire des populations et les politiques de santé publique, sur la nutrition, sur les interactions nutrition-infection, sur les relations entre la mère et le jeune enfant...

La recherche agronomique de l'Institut aborde le défi de la sécurité alimentaire par deux voies principales : celle de l'amélioration des plantes et celle de l'amélioration des pratiques et techniques culturales.

La première voie, qui fait appel à la biologie moléculaire et à la génomique, s'intéresse notamment aux propriétés de résistance des plantes (résistance à des parasites et à des maladies, à la sécheresse ou à la chaleur, à des prédateurs), à leurs qualités de conservation, de présentation, nutritives, ou à leur adaptation à certaines conditions naturelles. Les biotechnologies permettent par ailleurs d'envisager l'amélioration variétale sans transformation génétique. Naturellement, les débouchés de ces recherches supposent une analyse approfondie des conditions, des implications et des risques liés aux applications.

La seconde voie implique l'étude des systèmes de production sur plusieurs échelles, notamment celle de la parcelle cultivée et de l'agriculteur. En effet, la croissance forte des besoins alimentaires exige une augmentation importante et soutenue des rendements. Une dynamique extensive de l'agriculture ne pourrait être une réponse, sinon secondaire, face aux problèmes d'eau, de qualité des sols, de conditions climatiques et de disponibilité des terres qui en résultent. Il s'agit donc de recherches répondant à des objectifs d'accroissement de la productivité, d'économie de moyens et de durabilité. Il existe des voies et des moyens intéressants pour augmenter les rendements de l'agriculture avec un recours raisonné aux intrants, des démarches de protection intégrée, des adaptations d'itinéraires techniques et de pratiques agricoles, des améliorations au niveau de l'irrigation. L'IRD développe ainsi des programmes scientifiques significatifs pour traiter ces questionnements dans plusieurs directions. Les efforts de recherche portent sur l'agropédologie, avec l'étude de la structure et du fonctionnement des sols, des symbioses végétales assimilatrices d'azote, des débouchés en termes d'amélioration des sols, d'irrigation, d'intrants. La protection des cultures constitue un domaine de recherche important qui concerne la lutte contre les phytopathogènes, les parasites et les prédateurs, la lutte biologique associée à des biopesticides, l'adaptation des pratiques culturales, l'entomovirologie

et l'analyse des chaînes trophiques prédateurs-proies...

La pluridisciplinarité des travaux permet de prendre en compte de façon combinée les aspects techniques, sociaux et humains. La collaboration entre compétences disciplinaires variées (biologie, pédo-logie, sociologie, économie) permet de réfléchir aux conditions pour accroître et améliorer la production dans des conditions « durables », d'analyser les risques et d'étudier les impacts sociaux et économiques. Face aux défis de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire et du développement durable, les recherches conduites à l'IRD conjuguent préoccupations écologiques et préoccupations de production et de développement. Ainsi, les thématiques agronomiques précitées rejoignent d'autres thématiques relatives aux ressources vivantes : l'écologie aquatique et halieutique, l'étude des substances naturelles notamment à des fins médicinales, l'étude de la biodiversité agricole et microbienne, l'étude des écosystèmes et des ressources terrestres, autant d'axes qui structurent une partie du dispositif scientifique de l'Institut, en particulier dans le département « Ressources vivantes ».

La recherche agronomique pour le développement illustre ainsi la particularité, le métier et l'apport de l'Institut de recherche pour le développement, dans son mode d'organisation et d'intervention, son positionnement scientifique et ses missions. Celles-ci impliquent de répondre au défi simultané de la pluridisciplinarité et de la qualité scientifique. Aux exigences d'intégration dans la communauté scientifique nationale, de la confrontation scientifique internationale et de la participation aux programmes internationaux de recherche, s'ajoute la nécessité de se situer au meilleur niveau scientifique pour apporter une contribution pertinente, riche et porteuse d'avenir face aux défis du développement. Cela concerne aussi tout particulièrement la formation des chercheurs et l'appui à la promotion d'équipes de recherche dans le Sud. Mais si la recherche pour le développement porte sur des questionnements finalisés, l'exigence de qualité scientifique, la nature des problématiques et les avancées de la science moderne imposent que l'IRD associe des travaux relevant plutôt de l'amont des disciplines scientifiques à des travaux scientifiques

d'application. Le clivage simpliste entre science fondamentale et science appliquée est dépassé : des thèmes de recherche finalisés, d'appui à l'action ou d'aide à la décision, appellent souvent des travaux relevant de la recherche fondamentale et produisant des résultats originaux ou mieux adaptés. Par ailleurs, cela n'élimine pas la nécessité de travaux plus en aval, de nature appliquée, dont la

pertinence pour le développement relève aussi de critères de qualité scientifique. L'ensemble de ces efforts de recherche mérite d'être appuyé et renforcé, tant la tâche scientifique est immense face aux défis de la pauvreté et du développement. Cette tâche implique de mobiliser plus largement la communauté scientifique, française en premier lieu, mais aussi plus largement à travers le monde. L'IRD

y répond en développant des partenariats nombreux et étroits, en accueillant des chercheurs d'autres établissements, en s'associant à des projets collectifs. Ces partenariats sont autant de signaux de reconnaissance de l'intérêt de la recherche pour le développement et de l'exigence de qualité scientifique qui l'anime ■